

**Délibération 23-03-02z – Extrait du registre des délibérations
Du Conseil Municipal du 30 Mars 2023**

La secrétaire de séance : Francine DHAUSSY

Délibération n°23-03-02z

Objet : Subvention à l'association TENNIS CLUB SENTINELLOIS

Nombre de membres :

- En exercice : 23
- Présents : 19
- Votants : 20

L'an deux mil vingt-trois, le trente mars à 18 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de la Commune de La Sentinelle, légalement convoqué par le Maire le vendredi 24 mars 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Salle des Fêtes ;

Sous la présidence de : **Eric BLONDIAUX, Maire**

Etaient présents :

BLONDIAUX Eric, PETIT Francky, MATER Firdaouce, MEDJAHED Farid, GABET Jérémy, CAMPHIN Nathalie, DHAUSSY Francine, PENAUD Patrick, FLAMEY Martine, WATTIER Christiane, ROCQ Gilles, ROSSANO Sébastien, COZETTE Bruno, HEBERT Christelle, MATER Rudy, COSSART Morgan, BLAMPAIN Evan, DUVIVIER Laurent, CAREMIAUX Sylvie

Etaient représentés :

HOUPE Loïc procuration à DUVIVIER Laurent
DOLEZ Hélène procuration à CAREMIAUX Sylvie

Etaient absents :

DUPONT Brigitte, LEVREZ Jacqueline

EXPOSÉ :

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au contrôle des associations subventionnées ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les conseillers municipaux membres du bureau de l'association ne peuvent pas participer au vote des subventions.

Madame Sylvie CAREMIAUX, faisant partie du bureau de l'association, ne prend pas part au vote.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :
APPROUVE ET DECIDE

- De fixer le montant de la subvention de l'association TENNIS CLUB SENTINELLOIS à 600 €.

Le montant de cette aide sera imputé en section de fonctionnement, chapitre 65, compte 6574.

Le Maire

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en sous-préfecture.

Télétransmission en sous-préfecture le :

Publication sur le site communal le :

Signatures :

Le(la) secrétaire de séance,



Le Maire,

